

L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistebenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

AGI
SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration
01 BP 8568 RP Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21318733
+229 21316066

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

Comité de Politique Monétaire

Le mandat de Yaovi Clément Aziagnikouda renouvelé à la BCEAO

Le Conseil des Ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMO) a tenu, au titre de l'année 2021, sa quatrième session ordinaire... (Page 10)

Infrastructures routières

Les pays africains appelés à investir dans des routes résilientes

L'Autorité nationale des routes de l'Ouganda et l'Association mondiale de la Route ont organisé un webinar... (Page 11)



Liste des 100 personnalités qui transforment l'Afrique

(Page 03)

Wadagni, Ekue, Agossa et Dossou honorent le Bénin aux Financial Afrik Awards 2021



Réunion entre la Direction Nationale de la BCEAO et l'APBEF du Bénin (Page 05)

Mise en œuvre des réformes économiques

Le Conseil National du Crédit du Bénin fait le bilan

Le Conseil National du Crédit (CNC) du Bénin a tenu, le mardi 21 décembre 2021, sa quatrième et dernière session ordinaire de l'année... (Page 08)

Transactions financières dans l'Uemoa

Le taux de bancarisation le plus élevé enregistré au Bénin en 2020

Le rapport sur la situation de l'inclusion financière dans l'Uemoa au titre de l'année 2020 indique que le taux de bancarisation strict a progressé au Bénin... (Page 02)

Fête de Noël 2021

L'important message du président Talon aux Béninois

Dans un message publié sur sa page Facebook, le président de la République Patrice Talon a souhaité à tous les Béninois... (Page 11)

Salon International de l'Artisanat du Mali

Promouvoir le tourisme par les produits artisanaux

Le jeudi 23 décembre 2021, à Bamako, s'est tenue la 3ème édition du Salon International de l'Artisanat du Mali (SIAMA)... (Page 11)

Les établissements de crédits invités à accompagner les PME/PMI

MECeF FACTURE NORMALISÉE

Direction Générale des Impôts du Bénin

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES REPUBLIQUE DU BENIN

» Vérifiez l'authenticité de votre facture normalisée » Formulez une plainte » Participez au jeu tombola

sur l'application mobile **MECeF Bénin**

Disponible sur App Store Disponible sur Google play

N° VERT 90 19 00 00

www.impots.bj

Transactions financières dans l'Uemoa en 2020

Le taux de bancarisation le plus élevé enregistré au Bénin

Le rapport sur la situation de l'inclusion financière dans l'Uemoa au titre de l'année 2020 indique que le taux de bancarisation strict a progressé au Bénin comparativement aux autres pays de l'Union.

• Abdul Wahab ADO

Le taux de bancarisation strict le plus élevé dans l'Uemoa a été observé au Bénin (31,2%), suivi du Togo (27,0%), du Burkina (20,6%), de la Côte d'Ivoire (20,4%) et du Sénégal (19,6%). Le Niger, en revanche, affiche un taux de bancarisation strict de 9,1%. En termes de progression par pays, le taux de bancarisation strict en pourcentage a augmenté de 7,2 points au Bénin, suivi par le Togo (+1,8 point), la Côte d'Ivoire (+1,4 point), le Mali (+1,3 point) et le Sénégal (+1 point). La hausse du taux de bancarisation strict dans l'Union est essentiellement imputable à l'augmentation de 14,8% du nombre de particuliers titulaires de comptes auprès des banques, au cours de la période sous revue, correspondant à près de 1,6 million de nouveaux usagers des services bancaires, dont l'essentiel a été enregistré au Bénin, en raison notamment des comptes XPress ouverts par ECO-BANK. Il faut dire que dans l'UEMOA, le taux de bancarisation strict a progressé de 1,6 point de pourcentage, passant de 17,7% en 2019 à 19,3% en 2020. En 2018, il se situait à 17,3%. En dépit des efforts consentis pour renforcer l'utilisation des services bancaires, beaucoup de comptes sont restés inactifs en 2020, ressortant à 12,6% du total des comptes ouverts auprès de ces institutions, d'où la nécessité pour les banques d'adapter les services proposés aux besoins des populations. Les contributions des caisses nationales d'épargne et des services financiers postaux à l'inclusion financière des

populations de l'Union demeurent relativement modestes.

Le Bénin, 2ème dans l'Uemoa pour taux de bancarisation élargi

Si le Bénin est premier dans l'Union pour le taux de bancarisation strict, en ce qui concerne le taux de bancarisation élargi, c'est le Togo (80,0%) qui a enregistré le taux le plus élevé. Il est suivi du Bénin (78,9%), du Sénégal (55,0%) et du Burkina (33,9%). Le Niger, avec un TBE de 15,61% en 2020, apparaît comme le pays de l'Union ayant réalisé la plus faible performance en la matière. Cette situation renseigne sur la nécessité de redynamiser le secteur de la microfinance dans certains pays de l'Union, en raison de son fort potentiel d'inclusion financière, notamment dans les zones rurales. Pour rappel, le taux de bancarisation élargi de l'Union, qui prend en compte les utilisateurs des services de microfinance, est ressorti à 39,8% en 2020 contre 38,8% en 2019, soit une hausse de 1 point de pourcentage. Deux ans plus tôt, le TBE se situait à 38,4%. Un repli de 0,6 point de pourcentage du taux d'utilisation des services de microfinance est enregistré en 2020 pour ressortir à 20,6%, en raison principalement de la fermeture de plus de 700 000 comptes dans la Faïtière des Caisses Populaires du Burkina décidée par l'Assemblée Générale Ordinaire de 2018. Il s'agit de comptes inactifs, dont les titulaires ne se sont pas conformés aux dispositions statutaires en termes de droits d'adhésion.

A cela s'ajoute la baisse des activités dans certaines zones rurales au Niger. Les chantiers en cours, visant à restructurer et à moderniser le secteur de la microfinance de l'Union et à rénover la réglementation bancaire, devraient davantage permettre de renforcer la contribution de ce secteur à la promotion d'une inclusion financière durable. Les évolutions les plus significatives sont observées au Bénin (+9,0 pp), au Togo (+7,2 pp), au 3^e Sénégal (+3,4 pp) et au Mali (+2,4 pp). Selon les analyses des résultats, l'utilisation effective des services financiers est une dimension importante de l'inclusion financière. Dans ce sens, trois indicateurs sont retenus pour appréhender cette dimension dans l'Union. Il s'agit : du taux de bancarisation strict (TBS), qui mesure le pourcentage de la population adulte détenant un compte dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne et le Trésor ; du taux de bancarisation élargi (TBE), qui évalue le pourcentage de la population adulte titulaire de comptes dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne et le Trésor, auquel s'ajoute celui des détenteurs de comptes dans les institutions de microfinance ; du taux global d'utilisation des services financiers (TGUSF) ou taux d'inclusion financière, qui évalue le pourcentage de la population adulte détenant un compte dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne, le Trésor et les institutions de microfinance, auquel s'ajoute celui des titulaires de comptes de monnaie électronique.

AUX DECIDEURS... Liquidation, le piège !

C'est bientôt les fêtes. Décembre égrène ses jours et au marché, c'est l'heure de la liquidation. Ça liquide et vend moins cher. Mais attention ! Qui vend quoi et à quel prix ? Qu'en est-il de la qualité ? C'est d'ailleurs là le dilemme auquel beaucoup font face en cette période sensible. Tous veulent bien fêter et s'acharnent à s'approvisionner. Le monde des affaires en profite pour se débarrasser de ses vétustés. Ça liquide du périmé et distribue l'intoxication alimentaire, des ingestions et pire, la mort tels des cacahuètes. Citoyens, redoublez de vigilance et l'Etat davantage. Plus que jamais, les contrôles et descentes inopinés dans les marchés et devant les étalages doivent être de mise pour décourager ces roublards. Les renards, on n'en veut plus.

Les populations attirées par le moins cher accourent. On fait la course aux produits qui n'attendent que la poubelle. L'Etat garant du bien-être et de la protection des populations devra dans ce sens jouer son rôle pour préserver les citoyens contre ces dérives qui exposent à une série d'ennuis. Que ce soit les biens importés qui soient tout le temps en liquidation et jamais les produits locaux, légumes et fruits, les produits agricoles et autres dont la demande en hausse provoque même la hausse vertigineuse des prix, ça inquiète.

C'est bien l'heure de multiplier les sensibilisations en invitant les usagers des marchés et de divers étalages à développer les astuces nécessaires pour ne pas se faire avoir par la mauvaise foi de ces assassins qui ne vivent que par le profit.

Que la quête du moins cher ne devienne pas source d'ennuis divers pour les Béninois. Les structures habilitées au contrôle ont donc du boulot car, il n'y a de richesses que d'hommes.

La veille ne doit pas être laissée à l'Etat centrale mais les collectivités décentralisées doivent elles aussi prendre pleinement part à la surveillance. Des citoyens bien portants, des hommes et femmes valides ; c'est bien de cela que le pays a besoin pour son plein développement.

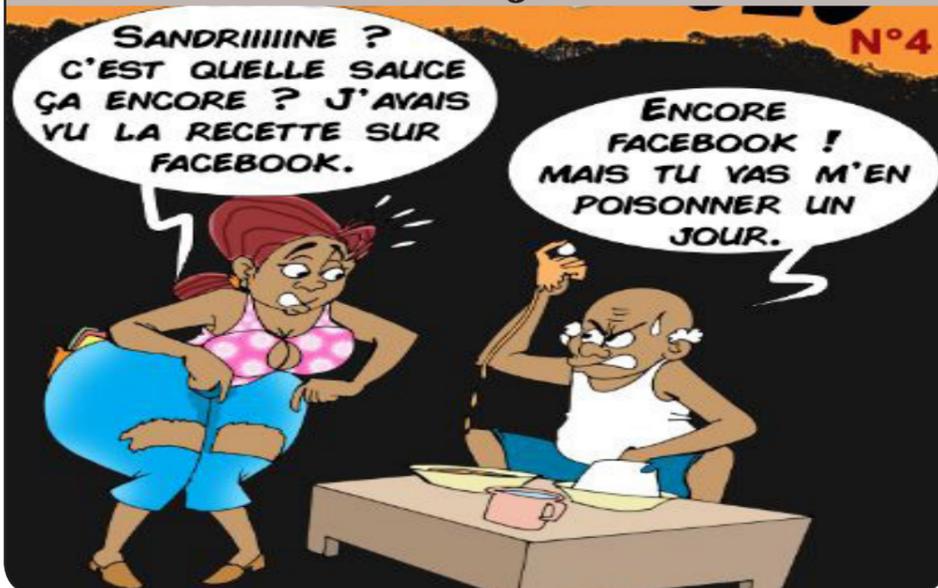
Liquider ! Oui, mais la qualité d'abord, des produits et biens respectueux des règles de mise en consommation.

Chacun doit donc veiller en cette fin d'année à ne pas tomber dans le piège des liquidateurs sans foi qui ne veulent rien laisser leur échapper. Même avec la poubelle, on dispute pour ne pas perdre un peu. C'est malheureusement le consommateur en quête du moins cher qui en paie le lourd tribut. Mais quand l'Etat maître du jeu commercial prendra sur lui de ne pas faillir à sa mission, c'est également le citoyen qui en récoltera les lauriers et l'Etat peut continuer par compter sur ce dernier pour son développement.

Tout revient donc au filtre Etat-décideurs publics aussi bien au sommet comme au niveau décentralisé. Ce dernier maillon paraît même le plus concerné quand on connaît le coût de la vie dans les contrées béninoises où ces produits frappés d'anathème passent pour les meilleurs. Vigilance donc pour ne pas avoir à mordre à l'appât de la liquidation.

Bidossessi WANOU

Cari du jour



Liste des 100 personnalités qui transforment l'Afrique

Wadagni, Ekue, Agossa et Dossou honorent le Bénin aux Financial Afrik Awards 2021

Le rendez-vous annuel de célébration de mérite et de distinction des meilleurs acteurs du continent africain du Journal Financial Afrik a eu lieu le 17 décembre 2021 à Nouakchott en Mauritanie. Pour cette édition, quatre Béninois ont retenu l'attention du jury de sélection. Romuald Wadagni, ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances du Bénin a maintenu son sacre parmi les cinq meilleurs ministres de l'économie et des finances du continent. Quatre autres compatriotes, Romuald Wadagni, ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances; le Directeur général de la CRRH-Uemoa Christian Agossa, le président de la BOAD, Serge Ekue et le promoteur du journal L'économiste au Bénin et au Togo, Léonard Dossou font leur entrée en lice, respectivement dans la catégorie « Financier de l'année », « les banquiers de développement » puis « Média de l'année ».



● Romuald Wadagni, ministre d'Etat chargé des finances du Bénin



● Serge EKUE, le président de la BOAD



● Christian Agossa, le Directeur général de la CRRH-Uemoa



● Léonard Dossou, le Promoteur et Directeur général de L'économiste du Bénin et du Togo

● Bidossessi WANOU

Aux Financial Afrik Awards (FAA) 2021, ils sont encore quatre à faire parler du Bénin. En effet, après le tri opéré sur une liste de 400 africains présélectionnés, ils sont quatre Béninois à figurer parmi les 100 personnalités de l'année 2021 qui transforment l'Afrique. Eux, ce sont Romuald Wadagni, ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances du Bénin depuis avril 2016, Christian Agossa, Directeur général de la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA) depuis 2010 ; Serge Ekue, président de la Banque ouest africaine de développement depuis 2020, puis Léonard Dossou, promoteur du journal L'économiste du Bénin, quotidien spécialisé en économie dans l'Uemoa depuis 2012. Selon le jury de sélection, il y a des raisons qui justifient le choix porté sur chacun de ces Béninois dans leur secteur d'activité ou catégorie. Ainsi, pour sa bonne gestion des finances au Bénin, le ministre d'Etat

Romuald Wadagni continue par convaincre. Ce diplômé de Harvard Business School, comptable agréé en France et Certified Public Accountant aux Etats-Unis qui tient le portefeuille de l'économie et des finances depuis avril 2016 au Bénin pour la quatrième fois successive fait encore parler de lui aux Financial Afrik Awards. Le jeune cadre ne cesse d'innover car, d'année en année, les résultats de sa gestion émerveillent. D'ailleurs, son maintien en lice pour cette édition 2021 des cent personnalités qui transforment l'Afrique ne devrait pas surprendre. Pour cause, c'est bien cette année que le pays a émis son premier eurobond avec la plus longue maturité jamais atteinte par un émetteur souverain africain. C'est bien une prime à sa gestion qualitative de la dette, ce qu'il a poursuivi. La récente opération pour laquelle le jeune ministre des finances a encore porté haut le nom du Bénin, est l'apurement anticipé de plus de 850 milliards de dette avec un profit de 36 milliards réalisé au Bénin

pour d'autres projets structurants. Ce qui témoigne d'une certaine efficacité dans la gestion souveraine de la dette, laquelle gestion a été même saluée par nombre d'organismes. En dépit de la Covid, le pays a maintenu un taux positif et a même enregistré une croissance qui devrait se renforcer et atteindre, selon les prévisions, 7% en 2022.

● Ekue et Agossa, banquiers et financiers d'impact

Wadagni n'est pas le seul qui fait la fierté du Bénin. Nominé dans la catégorie « les Banquiers de développement » aux FFA 2021, le président de la BOAD, Serge Ekue figure également parmi ces transformateurs de l'Afrique identifiés par Financial Afrik. Porté à la tête de la BOAD à fin août 2020, il a multiplié les initiatives de mobilisation de fonds au profit de la banque, afin de financer le développement des pays de l'Uemoa. A cet effet, en moins d'un an au poste, il a réussi une émission obligataire à objectif de développement durable d'un mon-

tant de 750 millions d'euros à 2,75 % pour une durée de douze ans. Ce financement s'avère à ce jour, le plus concessionnel dans l'histoire de la BOAD. Aussi, la banque poursuit sa stratégie s'inscrivant dans le processus d'augmentation de capital de 1,5 milliard d'euros. Des initiatives qui justifient sa présence dans cette liste.

Acteur important du marché financier de l'Uemoa, la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire (CRRH-UEMOA) joue également un rôle important dans l'essor du continent et particulièrement des pays de l'Uemoa. En cette année 2021, la CRRH-UEMOA a poursuivi ses interventions structurantes. Ceci, grâce au dynamisme et au management efficace de son premier responsable, le directeur général, Christian Agossa distingué dans la catégorie « Financier de l'année ». Entre autres actions de la CRRH-UEMOA en cette année 2021, la signature de convention avec Cofina Sénégal pour la mise en place d'un refinan-

cement de prêts à l'habitat sur ressources concessionnelles. Et c'est ainsi depuis plusieurs années avec des initiatives qui permettent au marché financier de mieux se porter et surtout de compter sur la CRRH. Depuis 2012, la CRRH-UEMOA par son savoir-faire, a favorisé une baisse consistante des taux de crédits dans la sous-région.

● Léonard Dossou, la révélation !

Pour sa première fois, le promoteur du premier quotidien économique du Bénin, a effectué lui aussi son entrée dans ce cercle restreint de leaders et de managers accomplis. Léonard Dossou a réussi à s'imposer dans l'Uemoa grâce au quotidien L'économiste, la marque tangible d'innovation dans les médias avec des initiatives qui prospèrent depuis 2012 que, ce quotidien a vu le jour. Né dans un univers médiatique presque sans organes de presse thématiques, L'économiste tient le pari en ce qui concerne la production d'informations économiques, financières et bour-

sières riches et crédibles aux lecteurs partout dans l'Uemoa. Poursuivant toujours dans l'innovation, le quotidien a initié une plateforme de discussions médias, le Club de l'économiste qui a vu défiler de nombreux acteurs de l'économie et autres secteurs connexes. Très ancré dans les milieux économiques, L'économiste fait ses preuves. Son promoteur, Léonard Dossou grâce à son engagement, a convaincu ses pairs du journalisme économique qui l'ont fait, courant 2021, coordinateur de la plateforme des médias de l'UEMOA. Il a été nommé dans la catégorie « Média de l'année ». Il faut souligner que ces 100 personnalités ici représentées ont été choisies grâce à leur capacité de transformer l'Afrique. Les investisseurs, bâtisseurs sans relâche se sont octroyés la part belle dans cette liste où on retrouve également des managers, des influenceurs, des gérants de fonds d'investissements et des dirigeants d'institutions qui prennent activement part au mieux-être des populations de l'Uemoa.

Baromètres Bénin

Référentiel			Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources	Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Population	11,49 millions d'habitants	Statistiques mondiales (2018)	Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Densité de la population	100,17 hbtt/Km ²	Statistiques mondiales (2018)	Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)	Référentiel		
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)	Economie	Valeur	Sources
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaec), 2015	Croissance économique	6,7	BAD 2020
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)	Pib par habitant	2415 \$	2018
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaec), 2019
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)	Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)	Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)	Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018
			Balance commerciale	-165 milliards de francs CFA	Statistiques mondiales (2019)
			Taux d'intérêt des dépôts au Bénin	6,49%	Statistiques mondiales

Financial Afrik Awards 2021

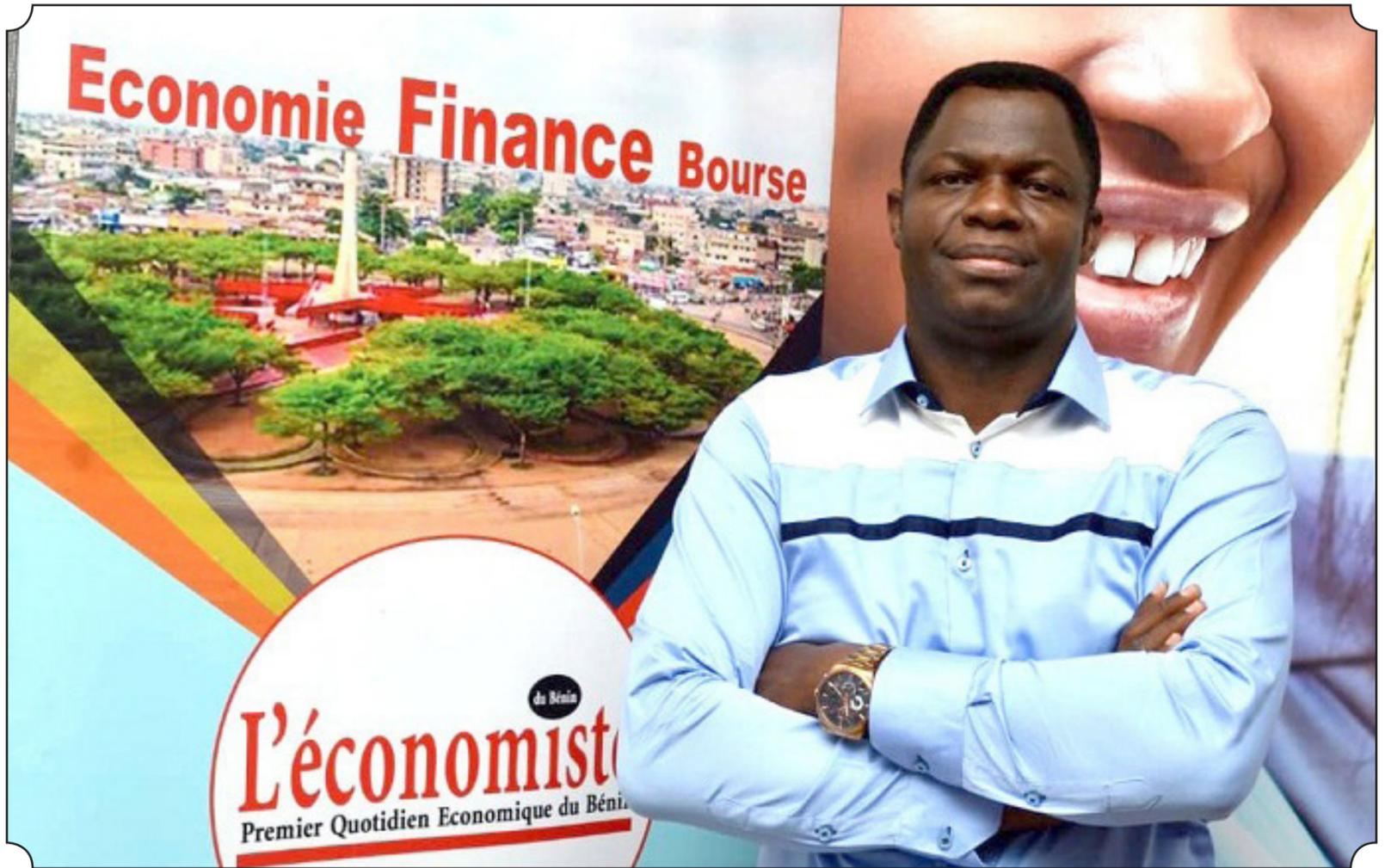
Le DG de "L'économiste du Bénin", Léonard Dossou parmi "les 100 personnalités qui transforment l'Afrique"

Ouverte le jeudi 16 décembre 2021 à Nouakchott en Mauritanie, la 4ème édition des Financial Afrik Awards s'est achevée comme à l'accoutumée, avec la présentation des 100 personnalités qui transforment l'Afrique à travers leur engagement. Promoteur du journal L'économiste du Bénin, Léonard Dossou a su imprimer sa marque en 2021 pour se voir hisser au rang de ces acteurs qui bâtissent l'Afrique.

• Sylvestre TCHOMAKOU

Initiés depuis 2018, les Financial Afrik Awards (FAA), rencontre mettant l'accent sur les 100 personnalités qui participent à la transformation de l'Afrique, ont livré au titre de l'année 2021, la liste des Hommes et Femmes qui ont impacté le continent. Aux côtés des acteurs de la finance africaine qui ont été reconnus en 2021, dans la catégorie « Média de l'année », le Promoteur et Directeur Général de L'économiste du Bénin et du Togo, Léonard Dossou, a fait son entrée. Ce qui permet au Bénin d'avoir un quatuor honoré à ce grand rendez-vous annuel, à savoir : le ministre d'Etat Romuald Wadagni, le Président de la BOAD, Serge Ekué ; le DG CRRH-Uemoa, Christian Agossa dans la catégorie « Financier de l'année » et Léonard Dossou, DG de L'économiste du Bénin et du Togo dans la catégorie « Média de l'année ».

Toute première, cette reconnaissance continentale qui vient rehausser l'image du premier quotidien économique du Bénin, qui s'apprête à célébrer ses 10 années d'existence, témoigne de la qualité du traitement de l'information économique, boursière, financière, etc., dont a toujours fait preuve l'équipe du journal L'économiste du Bénin, avec à sa tête Léonard Dossou, depuis sa création en 2012. Bien que basé à Cotonou, L'économiste du Bénin ne se limite pas au traitement de l'information au niveau national, bien au contraire, le quotidien traite régulièrement des informations d'intérêt commun,



relatives à l'intégration économique, au commerce intra-régional. Des sujets dont les échos ne sont pas des moindres, à tout agent économique domestique comme international. C'est d'ailleurs ce qui lui a valu en 2020, à travers son Directeur général, Léonard Dossou, le prix de « Meilleur Manager des PME de l'Uemoa ». Initié dans le but d'encourager les Chefs d'entreprise à mieux innover pour rendre compétitif le secteur privé de la sous-région, plusieurs critères sont pris en compte pour le « Trophée Manager des PME de l'Uemoa », à savoir : Capacité managériale singulière ; Vision

du manager ; Innovation apportée à l'entreprise. Partout dans l'Uemoa et même dans la Cedeao, l'une des huit Communautés Economiques Régionales (CER) de l'Union Africaine (UA), le quotidien est lu, car il a très tôt, su gagner la confiance de plusieurs grandes organisations et institutions économiques entre autres, la Banque Ouest africaine de développement (BOAD), la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) (un des tout premiers instruments de l'Union économique et monétaire ouest africaine) qui associe L'économiste à toutes ses activités ; la représentation de la Banque

mondiale au Bénin, la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'Uemoa (CRRH-Uemoa), le Groupement Interbancaire Monétique de l'UEMOA (GIM-UEMOA). Des banques et institutions financières, comme des assurances et Société de gestion et d'intermédiation (SGI), des agences et organismes d'Etat figurent sur cette liste non exhaustive. Ce sens du service qui est l'essence de L'économiste du Bénin, les professionnels des médias partenaires de l'Uemoa, réunis au sein de la « Plateforme Medias

Uemoa », l'ont reconnu à Léonard Dossou en le faisant, depuis juillet 2021, Coordonnateur de ladite plateforme. C'est dire que le savoir-faire du média, de son responsable, ne passe pas inaperçu au niveau national, sous régional comme international. Avec ses services dont « le journal écrit, le Club de L'économiste (plateforme d'échanges périodiques entre décideurs de divers secteurs d'activités et plus de 25 médias locaux) », L'économiste du Bénin qui a célébré son n°2000 le 1er octobre 2021, soucieux de la qualité de l'information recherchée par tout "Décideur", travaille à impacter le déve-

loppement économique inclusif et l'intégration du continent, conformément à l'agenda 2063 de prospérité de l'Union Africaine. C'est dans cette dynamique que le DG Léonard Dossou a poursuivi ses œuvres en créant depuis 2020, "L'économiste du Togo" dont l'objectif n'est autre que celui poursuivi par "L'économiste du Bénin". Il est important de rappeler qu'après son élection en qualité d'Élu consulaire à la Chambre de Commerce et d'industrie du Bénin (CCIB) en 2020, Léonard Dossou est, depuis mai 2021, Elu Consulaire Régional à la Chambre Consulaire Régionale (CCR-Uemoa).

Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin du Terrorisme	0.00	Statistiques mondiales
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2ème	81ème	The Economist
liberté de presse	5ème	96ème	Reporters Sans Frontières

Réunion entre la Direction Nationale de la BCEAO et l'APBEF du Bénin

Les établissements de crédits invités à accompagner les PME/PMI

La Direction Nationale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour le Bénin a tenu sa rencontre trimestrielle de concertation avec les membres de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers (APBEF), le mercredi 15 décembre 2021, par visioconférence. Les travaux de cette quatrième et dernière réunion de l'année 2021 se sont déroulés sous la présidence de Monsieur Emmanuel ASSILAMEHOO, Directeur National de la BCEAO. La rencontre a eu lieu autour de deux points. Il s'agit de la présentation du dispositif des accords de classement réaménagé de la BCEAO et de l'exposé de la Circulaire n°04-2017/CB/C relative à la gestion des risques dans les établissements de crédit et les compagnies financières de l'UMOA. Au cours de la rencontre, il a été également rappelé aux Directeurs Généraux d'établissements de crédit, les diligences attendues de leur part dans le cadre de la mise en œuvre des initiatives structurantes de l'Institut d'émission, en particulier, le Bureau d'Information sur le Crédit, le dispositif de soutien au financement des PME/PMI et le projet de modernisation et d'extension de la centrale des risques bancaires dans l'Union.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale pour le Bénin

COMMUNIQUE DE PRESSE

Réunion de concertation entre la Direction Nationale de la BCEAO et l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers (APBEF) du Bénin

(Cotonou, par visioconférence le 15 décembre 2021)

La Direction Nationale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour le Bénin a tenu sa rencontre trimestrielle de concertation avec les membres de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers (APBEF), le mercredi 15 décembre 2021, par visioconférence.

Les travaux de cette quatrième et dernière réunion de l'année se sont déroulés sous la présidence de Monsieur Emmanuel ASSILAMEHOO, Directeur National de la BCEAO, et ont été articulés autour des deux principaux points ci-après :

- la présentation du dispositif des accords de classement réaménagé de la BCEAO ;
- l'exposé de la Circulaire n°04-2017/CB/C relative à la gestion des risques dans les établissements de crédit et les compagnies financières de l'UMOA.

Au titre du dispositif réaménagé des accords de classements, le contexte ainsi que les objectifs de ce mécanisme de la Banque Centrale ont été rappelés aux Directeurs Généraux d'établissements de crédit. En outre, ils ont pris connaissance des spécificités du nouveau dispositif, notamment en ce qui concerne la publication annuelle de la liste des entreprises cotées par la BCEAO (FIDEB) ainsi que les enjeux y afférents. Au terme de l'exposé, les participants ont noté l'importance de cette réforme dans l'amélioration de la qualité du portefeuille des établissements de crédit ainsi que du volume de collatéraux susceptible d'être mobilisé aux guichets de la BCEAO. Au regard du faible taux d'utilisation de ce mécanisme sur la place de Cotonou, les membres de l'APBEF ont pris la résolution de travailler à son appropriation par leurs services techniques en vue d'accroître le taux de refinancement des créances accordées aux entreprises dont les signatures sont mieux cotées, sur les guichets de la Banque Centrale.

S'agissant de la communication sur la circulaire n°04-2017-CB-C du 27 septembre 2017 relative à la gestion des risques dans les établissements de crédit et les compagnies financières de l'UMOA, elle a offert aux participants, l'occasion d'échanger sur ce texte et d'être sensibilisés sur la nécessité de veiller à sa mise en œuvre effective au niveau de leurs établissements respectifs.

Au cours de la rencontre, il a été également rappelé aux Directeurs Généraux d'établissements de crédit, les diligences attendues de leur part dans le cadre de la mise en œuvre des initiatives structurantes de l'Institut d'émission, en particulier, le Bureau d'Information sur le Crédit, le dispositif de soutien au financement des PME/PMI et le projet de modernisation et d'extension de la centrale des risques bancaires dans l'Union.

Enfin, la rencontre a été, comme à l'accoutumée, l'occasion pour le Directeur National de la BCEAO, d'accorder une écoute attentive aux préoccupations spécifiques de la profession bancaire.

Fait à Cotonou, le 15 décembre 2021.

Avenue Jean-Paul II
01 BP 325 - Cotonou - Bénin

Tel.(229) 21 36 46 00 / Fax. (229) 21 31 24 65
courrier.bdn@bceao.int - www.bceao.int

UEMOA**Légère progression des créances en souffrance des banques et établissements financiers en septembre 2021**

Le taux de dégradation net des créances en souffrances dans les banques et établissements financiers de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) a légèrement progressé de 0,3 point de pourcentage au terme du mois de septembre 2021 compare à la même période de 2020, selon les données de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) basée à Dakar.

Ce taux de dégradation s'est établi à 4,4% contre 4,1% au mois de septembre 2020. Par rapport au mois de juin 2021 ou il se situait à 4,00%, le taux de dégradation des créances en souffrances connaît également une hausse trimestrielle de 0,4 point de pourcentage. Les crédits nets à la

clientèle se sont élevés à 25 097,3milliards de FCFA contre 22 886,7 milliards en septembre 2020, soit une augmentation de 2 210,62 milliards de FCFA. De leur côté, les crédits en souffrance nets se sont établis à 1093 milliards de FCFA contre 927,1 milliards de FCFA en septembre 2020, soit un accroisse-

ment de 165,91 milliards de FCFA. Concernant les crédits bruts à la clientèle, leur montant s'est situé à 27135,5 milliards de FCFA (contre 24855,2 milliards en septembre 2020). Sur ce montant, les crédits en souffrance bruts s'élevaient à 3,131,3 milliards de FCFA (contre 2895,6 milliards de FCFA en septembre 2020).

Ce qui donne un taux de dégradation brut de 11,5% durant la période sous revue contre 11,6% en septembre 2020, soit une diminution de 0,1 point de pourcentage. Toutefois, en variation trimestrielle, ce taux est en hausse 0,02 point de pourcentage avec une réalisation passant de 11,3% au deuxième trimestre 2021 à

11,5% un trimestre plus tard. Les provisions constituées par les banques et établissements financiers se sont élevées à 2038,3 milliards de FCFA contre 1968,5 milliards de FCFA. Ce qui donne un taux de couverture des crédits bruts en souffrances par les provisions constituées de 65,1% contre 68,0% en septembre 2020,

soit une baisse de 2,9 points de pourcentage. Comparées au deuxième trimestre 2021 ou il s'élevait à 67,1%, le taux de couverture des crédits bruts en souffrances par les provisions constituées par les banques et établissements financiers connaît également une baisse de 2 points de pourcentage.

Sourcn externe

Cameroun

Plus de 600 millions de dollars de titres publics à mobiliser sur le marché de la BEAC



Le financement des projets de développement nécessite la mobilisation d'importantes ressources financières qui va amener l'Etat du Cameroun à solliciter en 2022, l'épargne des pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) en recourant au marché des titres publics. Dans cette perspective, et conformément à la loi de finances 2022 qui permet de lever 350 milliards de FCFA

(600 millions de dollars) de titres publics sur le marché de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), le Cameroun va procéder au lancement d'un emprunt obligataire sur le marché financier de la sous-région. Le prochain emprunt obligataire fait partie des fonds additionnels à mobiliser dans le cadre de ladite loi de finances. Si l'enveloppe ainsi que les contours de cet emprunt n'ont pas encore été annoncés, le ministère des Finances parle déjà

d'une opération d'envergure dont l'objectif participe de la diversification des sources de financement qui vont au-delà des banques classiques ou des prêts auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux avec ce que cela représente comme contraintes. Ce retour sur le marché des capitaux publics (emprunt) trois ans après devrait également contribuer au dynamisme de la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC) dont ce sera la première opération initiée par l'Etat du Cameroun depuis l'unification du marché financier de l'Afrique centrale en juillet 2019. Les précédentes opérations ayant été conduites sous les auspices de la Douala stock exchange (DSX) et dont la plus importante d'une valeur initiale de 150 milliards de FCFA (259 millions de dollars), dénommée « ECMR 5,6% net 2018-2023 » avait permis de lever 207 milliards de FCFA, soit 257 millions de dollars en 2018.

Financial Afrik du 25 décembre 2021

E-commerce

De nombreux produits dangereux détectés en France

Rien qu'en 2020, l'e-commerce a généré 112 milliards d'euros de chiffre d'affaires en France

Déjà en plein essor, le shopping en ligne a explosé sous l'effet de la pandémie de Covid-19. D'après le ministère de l'Économie, le secteur a généré 112 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2020 dans l'Hexagone. Mais ce succès grandissant doit inciter à la prudence et à la responsabilité. Ainsi, la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) réalise de nombreux contrôles afin de s'assurer de la sécurité et de la conformité des produits vendus par les places de marché de commerce électronique. Or, les résultats de ses enquêtes annuelles successives sont inquiétants.

Chocs électriques et suffocations

Sur près de 450 produits analysés en 2018, 2019 et 2020, 63 % se sont avérés non conformes dont 28 % dangereux. Crèmes cosmétiques, adaptateurs de voyage, bijoux fantaisie,



détecteurs de fumée, test d'ovulation et de grossesse, jouets d'éveil et autres articles de puériculture... tous ont révélé un taux important d'anomalies. Et on ne parle pas de produits achetés sur d'obscurités plateformes mais d'articles commercialisés par les dix places de marché les plus populaires en France : Amazon.fr, Cdiscount.com, Ebay.fr, Fnac.com, Aliexpress.com, Joom.com, Shopping.rakuten.com, Rueducommerce.fr, Vova.com et Wish.com. Au palmarès des objets les plus préoccupants : 87 % des adaptateurs et 66% des guirlandes électriques

présentaient des risques de chocs électriques et d'incendie. Il faut également y regarder à deux fois avant d'acheter des bijoux fantaisie en ligne, puisque 74 % ont révélé la présence de métaux lourds cancérigènes et toxiques (cadmium, nickel ou plomb). Enfin, les plus petits consommateurs peuvent être victimes de ces négligences dans la mesure où 25 % des jouets étaient dangereux, autrement dit présentaient des risques de suffocation ou de strangulation dus à la présence de petits éléments détachables ou de cordelettes.

20 minutes

Côte d'Ivoire

L'exécutif plafonne le prix du « poisson garba » à 850 Fcfa/kg dans Abidjan

En Côte d'Ivoire comme dans la plupart des autres pays ouest-africains, l'alimentation de rue est l'un des principaux moyens de restauration d'une grande partie des citadins. Dans la nation éburnéenne, « le garba », plat à base de poisson, de semoule de manioc et de légumes occupe une place de choix. En Côte d'Ivoire, le gouvernement a adopté le 22 décembre dernier en Conseil des ministres, un décret fixant le prix plafond de vente du « faux thon » ou poisson garba à 850 Fcfa/kg dans le District autonome d'Abidjan et dans un rayon de 300 km.



Ce tarif maximum sera appliqué dans la chaîne de distribution du produit comprenant notamment les armateurs, les mareyeurs et les fournisseurs des professionnels de la transformation. Il vise à enrayer la spéculation pratiquée par certains opérateurs et à améliorer l'accessibilité économique au « garba » qui est l'un des plats locaux les plus appréciés par la population. Ce mets constitué d'attiéké (semoule de manioc), du faux thon frit et de légumes frais (oignon, tomates et piments) est principalement écoulé via les « garbadromes », les lieux de préparation, de vente et de consommation. Au-delà de la capitale économique ivoirienne et du périmètre spécifié, l'exécutif indique qu'un prix de 900 Fcfa/kg devra être appliqué par les opérateurs.

Afrique du Sud

L'archevêque Desmond Tutu décède à l'âge de 90 ans

Prix Nobel de la paix en 1984, Desmond Tutu était connu pour son rôle dans la lutte contre l'Apartheid et pour avoir présidé la Commission vérité et réconciliation, mise en place pour situer les responsabilités de ce système. Son décès intervient environ un mois après celui du président F. de Klerk. L'archevêque anglican sud-africain Desmond Tutu est mort. L'information a été révélée par le président sud-africain Cyril Ramaphosa, dans un communiqué publié ce dimanche 26 décembre 2021. Agé de 90 ans, le religieux sud-africain était devenu une personnalité politique de premier plan en raison de son action dans le cadre de la lutte contre l'Apartheid. Prédicateur célèbre, connu pour ses discours en faveur de la paix et de



la non-violence, il avait obtenu en 1984 le prix Nobel de la Paix avant de devenir deux ans plus tard, le premier noir à être nommé archevêque pour l'Eglise anglicane d'Afrique du Sud, en plein Apartheid. « Le décès de l'archevêque émérite Desmond Tutu est un nouveau chapitre de deuil dans l'adieu de notre nation à une génération de Sud-Africains exceptionnels qui nous ont légué une Afrique du Sud libérée », a indiqué Cyril Ramaphosa sur Twitter. « Desmond Tutu était un patriote sans égal ; un leader de principe et de pragmatisme qui a donné un sens à l'idée biblique que la foi sans les œuvres est morte. Nous prions pour que l'âme de l'archevêque Tutu repose en paix mais que son esprit reste en sentinelle pour l'avenir de notre nation » ajoute-il. Après Nelson Mandela en 2013, puis Frederik de Klerk en novembre dernier, Desmond Mpilo Tutu est la troisième figure de premier plan de l'époque de l'Apartheid à décéder ces dernières années.

Effets de la covid-19

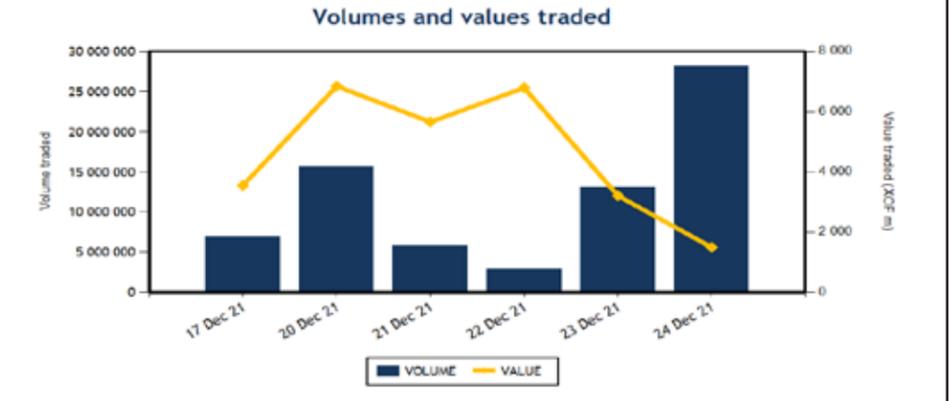
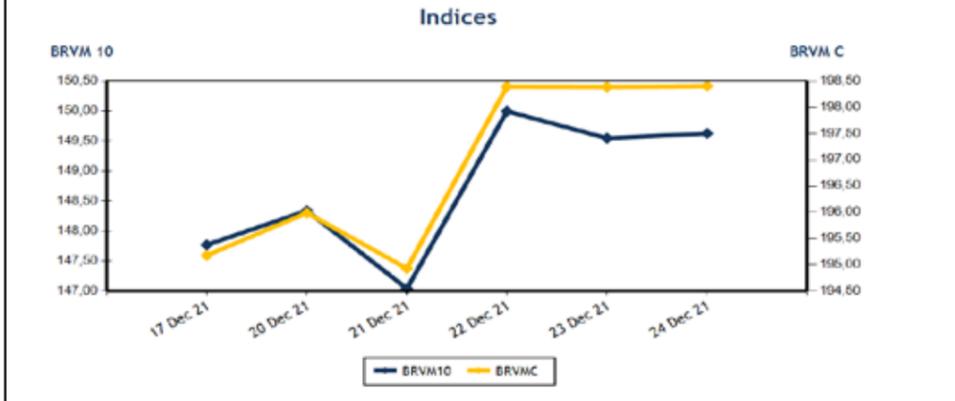
Le Malawi met en place un plan de relance de 715 millions \$

D'après Africa CDC, le Malawi a enregistré 68 470 cas confirmés de covid-19 à ce jour, pour 2319 décès. Ces dernières semaines, le pays a enregistré d'importantes manifestations de la part des populations qui dénoncent l'augmentation du coût de la vie. Lazarus Chakwera (photo), le chef d'Etat malawite, a annoncé un plan de relance économique d'environ 715 millions \$ pour faire face aux conséquences de la covid-19. La nouvelle a été rendue publique, le mercredi 22 décembre, sur son compte twitter. Ce plan qui s'étendra sur trois années vise à renforcer « les secteurs stratégiques de l'économie ». L'une des mesures clés est la réduction du train de vie du gouvernement. L'objectif est de réorienter les dépenses de l'Etat vers le secteur social. Celui-ci a été marqué par une croissance de l'inflation qui est attendue à 9%, cette année, par le FMI contre 8,6% l'année dernière, en raison « de l'augmentation des prix de l'essence, des engrais et de la nourriture ». Cette réforme intervient dans un contexte de tensions sociales dans le pays, ces dernières semaines, les populations réclamant de meilleures conditions de vie. D'après le FMI, la croissance économique qui a baissé à -4,5% en 2020 devrait remonter à 2,2% cette année, grâce notamment à de bonnes récoltes. Notons que le gouvernement envisage également d'intensifier ses efforts, afin de booster le taux de vaccination contre la covid-19, estimé actuellement à 3,44% de la population par Africa CDC. Le pays qui a enregistré à ce jour, 2319 décès pour 68 470 cas a plusieurs fois mis en place des restrictions, malgré une économie déjà chancelante.



Ecofin

BRVM 10	149.63	 DAILY MARKET REPORT N° 247 Friday, December 24, 2021 Website : www.brvm.org	BRVM Composite	198.41
Daily Change	↑ 0.05 %		Daily Change	↑ 0.01 %
Change / YTD	↑ 14.33 %		Change / YTD	↑ 36.49 %



Equities	Level	Daily Change
Capitalization (XOF)(Equities & Rights)	5,969,065,627,843	0.01 %
Volume (Equities & Rights)	28,076,588	117.73 %
Value (XOF) (Equities & Rights)	479,580,292	-58.64 %
Number of securities	40	-6.98 %
Gains	13	-31.58 %
Losses	12	-7.69 %
Flat	15	36.36 %

Bonds	Level	Daily Change
Capitalization (XOF)	7,248,734,150,853	0.07 %
Volume	100,085	-50.08 %
Value (XOF)	1,017,856,000	-50.37 %
Number of securities	4	100.00 %
Gains	2	
Losses	1	-50.00 %
Flat	1	

TOP GAINS			
Shares	Price	Daily Change	Yearly Change
ECOBANK TRANS. INCORP. TG	14	7.69 %	7.69 %
SAFCA CI	730	7.35 %	160.71 %
AIR LIQUIDE CI	815	7.24 %	340.54 %
SUCRIVOIRE	930	6.29 %	86.00 %
SICABLE CI	1,150	4.55 %	13.86 %

TOP LOSSES			
Shares	Price	Daily Change	Yearly Change
SICOR CI	5,090	-7.45 %	313.82 %
SERVAIR ABIDJAN CI	1,805	-5.00 %	45.56 %
SITAB CI	5,500	-4.01 %	937.74 %
CFAO MOTORS CI	1,215	-3.57 %	237.50 %
BANK OF AFRICA BF	6,200	-3.13 %	65.33 %

MARKET INDICES BY SECTOR

Base = 100 as of june 14, 1999	Number of companies	Value	Daily Change	Yearly Change	Volume	Value	AVG PER
BRVM-INDUSTRY	12	105,32	-0.34 %	190.54 %	4,353	6,379,835	21.79
BRVM-PUBLIC UTILITIES	4	448,57	-0.06 %	9.28 %	15,749	80,864,700	7.88
BRVM-FINANCIAL SERVICES	15	74,55	0.68 %	24.27 %	28,050,525	384,434,537	14.10
BRVM-TRANSPORTATION	2	575,59	-2.43 %	52.00 %	100	240,250	9.61
BRVM-AGRICULTURE	5	240,98	-0.19 %	178.46 %	2,696	2,665,295	15.01
BRVM-DISTRIBUTION	7	417,33	-1.52 %	84.31 %	3,040	4,904,425	26.69
BRVM-OTHER SECTORS	1	900,73	3.55 %	160.71 %	125	91,250	4.23
BRVM-SMALL CAP	-	0	-	-	-	-	-

Indicators	1st & 2nd Board	BRVM SC
PER (Average)	13.56	
Rate of profitability (Average)	5.95	
Rate of yield (Average)	7.10	
Securities listed	46	
Bonds listed	95	
Yearly volume (Average)	784,941	
Yearly value (Average)	1,964,048,606.64	

Indicators	1st & 2nd Board	BRVM SC
Liquidity ratio (Average)	87.28	
Satisfaction ratio (Average)	78.85	
Tendency ratio (Average)	90.34	
Coverage ratio (Average)	110.69	
Turnover rate (Average)	2.64	
Premium risk	1.48	
Number of participating brokerage firm	25	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume total de la séance Volume annuel
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur totale de la séance Volume annuel
 Ratio moyen de liquidité = Valeur des transactions / Capitalisation boursière
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un résultat positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat


 République de Côte d'Ivoire
 Chambre de Commerce et d'Industrie
 BP 3802 Abidjan 01
 Tél : (229) 21 31 51 25
 Fax : (229) 21 31 21 27


 République du Bénin
 Chambre de Commerce et d'Industrie
 BP 3802 Cotonou-01
 Tél : (229) 21 31 51 25
 Fax : (229) 21 31 21 27


 Côte d'Ivoire
 Direction Régionale des Titres Mobiliers
 Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma
 BP 3802 Abidjan 01
 Tél : (229) 21 31 51 25
 Fax : (229) 21 31 21 27


 République du Sénégal
 Direction de Commerce, d'Industrie et d'Innovation
 Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma
 BP 3802 Abidjan 01
 Tél : (229) 21 31 51 25
 Fax : (229) 21 31 21 27


 République de Côte d'Ivoire
 Immeuble SOFACI, 112 0000 Yamoussoukro
 BP 11 1200 - Yamoussoukro
 Tél : (229) 30 18 18 18
 Fax : (229) 30 18 18 11


 République du Sénégal
 Direction de Commerce, d'Industrie et d'Innovation
 Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma
 BP 3802 Abidjan 01
 Tél : (229) 21 31 51 25
 Fax : (229) 21 31 21 27


 République du Sénégal
 7, rue Jean Monnet
 BP 1808, Dakar - Plateau
 Tél : (229) 33 821 10 18
 Fax : (229) 33 821 10 18


 République Togolaise
 BP 1808, Lomé
 Tél : (229) 22 61 23 18
 Fax : (229) 22 61 23 18

BRVM - REGIONAL STOCK EXCHANGE
 LIMITED COMPANY, CAPITAL XOF3 062 040 000
 Head office: Abidjan - CÔTE D'IVOIRE, Address: 18 Rue Joseph Anoma (Rue des Banques) - 01 B.P. 3802 Abidjan
 Tel: +229 20 32 66 85/86, Fax: +229 20 32 66 84, E-mail: brvm@brvm.org, Website: www.brvm.org



Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
 uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
 www.ucasgi.com



Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71



BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121



SOCIETE DE BOURSE
 AGI
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
 contact@agi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316066



AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36



BIFC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIFC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
 sgibfs@biic-financialservices.com

Mise en œuvre des réformes économiques

Le Conseil National du Crédit du Bénin fait le bilan

Le Conseil National du Crédit (CNC) du Bénin a tenu, le mardi 21 décembre 2021, sa quatrième et dernière session ordinaire de l'année, par visioconférence. La séance a été présidée par Monsieur Oumara KARIMOU ASSOUMA, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique, représentant Monsieur Romuald WADAGNI, Ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances, Président statutaire du CNC. Au cours de cette rencontre, les participants ont pris connaissance des grandes orientations de la Loi de finances 2022 et ses principales mesures d'une part et du cadrage macroéconomique du Bénin sur la période 2022-2023 d'autre part.

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA REUNION ORDINAIRE DU CONSEIL NATIONAL DU CREDIT (CNC) DU BENIN

Cotonou, le 21 décembre 2021

Le Conseil National du Crédit (CNC) du Bénin a tenu, le mardi 21 décembre 2021, sa quatrième et dernière session ordinaire de l'année, par visioconférence. La séance a été présidée par Monsieur Oumara KARIMOU ASSOUMA, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique, représentant Monsieur Romuald WADAGNI, Ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances, Président statutaire du CNC, empêché.

Les travaux de la rencontre ont permis aux participants de prendre connaissance en particulier, de deux dossiers importants :

- les grandes orientations de la Loi de finances 2022 et ses principales mesures ;
- le cadrage macroéconomique du Bénin sur la période 2022-2023.

Au titre de la Loi de finances, les membres du Conseil National du Crédit ont salué l'option faite par le Gouvernement d'implémenter la gestion budgétaire axée sur les programmes dès l'exercice 2022. Cette approche, qui a la particularité de responsabiliser au mieux les acteurs de la chaîne de dépenses dans l'atteinte des objectifs de la politique budgétaire, devrait contribuer à une exécution plus efficiente de la Loi de finances. Les Conseillers ont également pris acte de l'orientation sociale imprimée au budget général de l'Etat, gestion 2022, d'un montant de 2.541,2 milliards de FCFA, dans un contexte où le niveau des dépenses d'investissements est maintenu. De même, les principales nouvelles mesures intégrées au nouveau code des impôts ont été portées à l'attention des membres du Conseil.

A l'issue de la présentation du cadrage macroéconomique du Bénin au titre des années 2022 et 2023, le Conseil National du Crédit s'est réjoui des bonnes perspectives économiques et financières à moyen terme du pays. En effet, le taux de croissance réel du produit intérieur brut du Bénin devrait ressortir à 7,0% en 2022 comme en 2021 et atteindre 7,8% en 2023. Ces performances se réaliseraient dans un environnement de maîtrise du taux d'inflation autour de +2,0% en 2022 et 2023.

Toutefois, les membres du Conseil National du Crédit ont appelé à une grande vigilance quant aux risques entourant la réalisation de ces projections. Ils ont en particulier mis l'accent sur la persistance des effets négatifs de la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 avec l'apparition de nouveaux variants et ses conséquences sur l'activité économique, ainsi que sur la dégradation de la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest. Face à ces constats, ils ont invité les autorités à divers niveaux à une dynamique d'actions de riposte fortes et concertées à l'échelle de l'Union pour la relance des économies.

La rencontre a également été l'occasion pour les membres du Conseil de prendre acte des principales conclusions des réunions du Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BCEAO et du Conseil des Ministres de l'Union, tenues respectivement les 8 et 17 décembre 2021. A cet égard, ils ont notamment salué la décision du CPM de poursuivre l'orientation accommodante de la politique monétaire dans l'Union, en maintenant inchangés à 2,0% le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités de la BCEAO et à 4,0% le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal, en vigueur depuis le 24 juin 2020. Aussi, le coefficient de réserves obligatoires applicable aux établissements de crédit de l'Union est-il demeuré fixé à 3,0%, niveau en vigueur depuis le 16 mars 2017.

En outre, les participants ont pris connaissance de l'état d'avancement des initiatives structurantes de la BCEAO, en l'occurrence la mise en œuvre au Bénin du dispositif de soutien au financement des PME/PMI dans l'UEMOA.

Au terme des travaux, le Président de séance s'est félicité des échanges enrichissants enregistrés au cours de la session. Il a saisi l'occasion pour formuler à tous les membres du Conseil, au nom du Ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances, Président statutaire du CNC, les vœux d'une bonne fin d'année 2021 et d'une heureuse année 2022, tout en les invitant à veiller à l'observance des gestes barrières et à la vaccination contre la Covid-19.

Fait à Cotonou, le 21 décembre 2021

Pour le Président du Conseil National du Crédit et pour ordre,
le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique

Oumara KARIMOU ASSOUMA



AVIS DE RECRUTEMENT



La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), Etablissement public à caractère international est l'institution spécialisée de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), chargée du financement du développement des Etats membres (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo). Son Siège social est sis au 68, Avenue de la Libération, BP 1172 Lomé (Togo), Fax n° (228) 22 21 72 69 / 22 21 52 67, Téléphone : (228) 22 21 42 44 / 22 21 59 06.

Dans le cadre du renforcement de ses effectifs, la Banque recrute

Un (e) RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION EXTERNE

Sous l'autorité du Directeur du Département de la Communication et des Relations Publiques, le Responsable de la Communication Externe sera chargé (e) de définir et mettre en œuvre l'ensemble de la stratégie de communication externe au service des différentes activités de la Banque.

A – MISSIONS PRINCIPALES

Le Responsable de la Communication Externe aura pour missions de :

- élaborer et mettre en œuvre la stratégie de communication externe, de marketing et de relations publiques dans sa globalité (Stratégie de communication institutionnelle, digitale, commerciale, marketing, de relations publiques), ainsi que les plans d'actions y relatifs et des plannings d'exécution correspondants ;
- gérer et coordonner l'animation de l'ensemble des réseaux sociaux de la Banque ;
- élaborer / actualiser l'ensemble du contenu éditorial du site internet de la Banque ;
- créer et diffuser des newsletters, tout en gérant les fichiers de contacts de la Banque ;
- superviser les relations presse ;
- suivre les relations publiques de la Banque ;
- participer à la création de contenus estampillés BOAD ;
- organiser la veille média de la Banque ;
- assurer le suivi complet de la production des supports de communi-

tion externe de la Banque (imprimés, audiovisuels) et coordonner leur diffusion dans l'ensemble des pays membres en relation avec les missions résidentes ;

- procéder à la construction / au développement de l'ensemble de la stratégie de partenariat et de sponsoring, ainsi que l'optimisation des espaces publicitaires dans les médias et les sites sous contrat avec la Banque ;
- procéder à la gestion du référencement et de la bonne visibilité de la Banque ;
- réaliser des bilans d'activités, des reportings et des statistiques sur la communication externe et la fréquentation de l'ensemble des réseaux sociaux de la Banque.

B – Profil EXIGE

- Être titulaire d'un diplôme de Bac+5 en Communication, Relations Publiques, Marketing, Lettres, ou tout autre diplôme équivalent ;
- justifier d'un minimum de sept (07) années d'expérience professionnelle réussie dont cinq (05) ans minimum comme Responsable de la Communication, Consultant Senior en Communication dans une agence de communication, de marketing ou dans une entreprise de service, une Multinationale ou une Organisation Internationale ;
- avoir une très bonne maîtrise des applications bureautiques courantes notamment (Word, Excel, PowerPoint, Outlook et Access) et du web.
- disposer des qualités suivantes : discipline, loyauté, esprit d'équipe, professionnalisme, créativité, capacité à travailler sous pression.

II- DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature devra contenir : diplômes et attestations, une lettre de motivation et un curriculum vitæ (CV) détaillé et devra être envoyé par mail (acquisitionstalents@boad.org), à l'attention de Monsieur le Directeur des Ressources Humaines (DRH), au plus tard, le 03/01/2022 à 17H30 TU.

N.B. :

- Les dossiers incomplets, non conformes ou parvenus hors délai, ne seront pas examinés. Seuls les candidats retenus pour les tests seront contactés par la Banque.
- Aucun dossier physique ne sera pris en compte.
- Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
24e conférence internationale RSEP sur l'économie, la finance et les affaires	24-25 février 2022	Vienne, Autriche	https://rsepconferences.com/active-conference-sub-items/submit-here/
Forum régional africain sur le développement durable	3 - 5 Mars 2022	Rwanda, Kigali	https://uneca.org/fr
Salon du bois de Dubaï	15 au 17 mars 2022	Dubaï	www.woodshowglobal.com/dubai
Salon international des matériaux, technologies et mobilier	29 mars au 1er avril 2022	Valence (Espagne)	https://fimma-maderalia.feriavalencia.com/
XVe Congrès forestier mondial	2 au 6 mai 2022	République de Corée	https://www.wfc2021korea.org/
12e Conférence sur le commerce et l'énergie des granulés de biomasse 2022	16 au 19 mai 2022	Tokyo (en hybride)	https://www.cmtevents.com/eventschedule.aspx?ev=220504&
9ème édition du Sommet Africités	17 au 21 mai 2022	Kisumu, Kenya	https://www.uclga.org/?lang=fr
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17 au 20 juillet 2022	Canada	https://www.agroforestry2022.org/fr

HOROSCOPE finance

Bélier Votre situation financière ne devrait poser aucun problème. Jupiter sera positif et vous aidera à planifier votre budget avec intelligence et efficacité. Mais attention : Jupiter lui-même ne pourra rien pour sauver les rares natifs qui feront des dépenses folles.

Taureau Vous risquez fort d'être plus cigale que fourmi. Vous aurez envie de vous entourer de belles choses, de commencer une collection de beaux objets, et vous ne regarderez pas à la dépense. Attention aux fins de mois difficiles !

Gémeaux Neptune en cette position pourrait vous souffler des idées totalement inadaptées ou de vous mettre face à des personnes indécises, pour ne pas dire franchement dissimulatrices. Prudence, donc, sur le front pécuniaire. Prudence, aussi, si vous devez signer des contrats ; relisez-en bien tous les détails.

Cancer Bonnes perspectives financières cette fois, grâce aux planètes qui vous sont dans l'ensemble favorables mais surtout grâce aux étoiles fixes. Deux d'entre elles ont en effet pour principal effet de favoriser l'enrichissement, voire les gains inattendus.

Lion Pluton formera des combinaisons astrales négatives. Pour certains natifs du deuxième décan, cela se traduira par des retards de paiement, ou même par un litige impliquant des questions pécuniaires délicates. Pour les autres, tout ira bien. Mais vous vous débrouillerez peut-être alors pour saper votre équilibre en vous lançant dans un achat ruineux !

Vierge Si des problèmes matériels vous assaillent, n'attendez plus pour contre-attaquer. Vous devrez essayer de trouver une solution aujourd'hui même, sinon la situation menacera de s'aggraver très sérieusement.

Balance Evitez de vous lancer dans des opérations immobilières en ce moment. Si vous avez l'intention d'acheter un appartement ou un terrain, vous aurez plus de chance de réaliser une bonne affaire dans cinq jours.

Scorpion Ce jour, l'accent sera mis sur une de vos occupations préférées : gagner le plus d'argent possible. Vous aurez en effet de nouvelles possibilités de diversifier ou d'accroître vos revenus. Les transactions financières seront excellentes. Néanmoins, votre partenaire risque de vous surprendre et même de vous faire enrager, en dépensant cet argent à peine gagné.

Sagittaire Il existera pour vous d'intéressantes perspectives d'un accroissement de votre patrimoine. Mais ne vous réjouissez pas trop vite de ces facilités pour gagner de l'argent, car vous serez en même temps obligé d'en dépenser beaucoup. Il est probable que la balance soit plutôt déficitaire en fin de compte.

Capricorne Les astres vont vous aider à mieux rentabiliser vos activités, tout en vous soufflant un comportement très prévoyant et organisé. Le résultat, bien sûr, sera une très nette amélioration de votre sécurité financière.

Verseau La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Poissons La double influence positive du Soleil et de Mars vous permettra de déployer une formidable énergie pour faire fructifier vos ressources matérielles, et vous serez sur tous les fronts. Les initiatives audacieuses seront favorisées.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO

(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUNDI

Félicienne HOUËSSOU

(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

Romuald NOUEDJJI

(Correspondant Mono-

Couffo)

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Noël Y. TETEGOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Crespin N'SODAI

(96564330)

Comité de Politique Monétaire de la BCEAO

Le mandat de Yaovi Clément Aziagnikouda renouvelé

Le Conseil des Ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) a tenu, au titre de l'année 2021, sa quatrième session ordinaire, le 17 décembre 2021, par visio-conférence. Au terme de la réunion, le Conseil des Ministres a approuvé le renouvellement du mandat du représentant du Bénin, Monsieur Yaovi Clément AZIAGNIKOUDA, au sein du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO, pour un second mandat de cinq (5) ans, à compter du 1er janvier 2022.

• Abdul Wahab ADO

Le mandat du Béninois Yaovi Clément AZIAGNIKOUDA, au sein du Comité de Politique Monétaire de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) est renouvelé. Le Directeur des Affaires monétaires et financières au Trésor du Bénin va rester au sein des membres du CPM jusqu'en 2027. Le Bénin est ainsi honoré par le renouvellement du mandat de Yaovi Clément Aziagnikouda, cadre compétent de haut niveau du ministère de l'économie et des finances au sein du Comité de Politique Monétaire. En effet, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO est chargé de la définition de la politique monétaire au sein de l'UMOA, ainsi que de ses instruments, conformément aux dispositions des Statuts. Au nombre des membres composant le comité, figurent le Gouverneur de la Banque Centrale, les Vice-Gouverneurs de la Banque Centrale, un membre proposé par chacun des Gouvernements des Etats membres de l'UMOA et nommé par le Conseil des Ministres, un membre nommé par l'Etat assurant la garantie de la convertibilité de la monnaie commune, quatre autres membres ressortissants des Etats membres de l'UMOA, nommés intuitu personae par le Conseil des Ministres. Il faut indiquer que selon le communiqué final, des responsables clés de la sous-région ont participé au conseil des ministres de l'Uemoa. Il s'agit de : Abdoulaye DIOP, Président de



la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Monsieur Serge EKUE, Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et Monsieur Badanam PATOKI, Président du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF). Pour rappel, lors du Conseil des Ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) tenu au titre de l'année 2021, plusieurs décisions ont été prises.

Pour le compte de la BCEAO

Examinant l'évolution récente des économies de l'Union, les Ministres se sont félicités de la consolidation de la reprise de

l'activité économique au troisième trimestre 2021. En effet, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel est ressorti à 6,7%, en glissement annuel, après 7,7% le trimestre précédent, et une réalisation de 1,4% un an plus tôt. Cette bonne évolution a été soutenue par un raffermissement progressif de la demande intérieure. Les Ministres ont relevé, à l'instar des autres régions du monde, une accélération des prix dans la zone. Le taux d'inflation est ressorti à 3,8% au troisième trimestre 2021, après 3,3% un trimestre plus tôt. Cette hausse des prix est imputable essentiellement au renchérissement des produits alimentaires, du fait de la baisse de la production céréalière dans certains pays, des difficultés d'approvisionnement induites par les crises sanitaire et sécuritaire dans

d'autres pays, ainsi qu'à la hausse de l'inflation. Selon les prévisions, cette poussée inflationniste devrait s'estomper au cours des prochains mois. L'inflation devrait revenir en dessous de 3,0%, dans le courant de l'année 2022, à la faveur de l'atténuation progressive des tensions sur les prix des produits importés. Le Conseil des Ministres a également souligné le creusement du déficit public global, base engagements, dons compris, qui est ressorti à 4.492,8 milliards à fin septembre 2021 contre 4.388,4 milliards un an plus tôt. Cette situation reflète l'accélération des investissements publics dans le cadre des plans de relance mis en œuvre par les Etats membres. Le Conseil a noté que les perspectives de croissance économique de l'Union demeurent favorables. La croissance devrait s'établir à 6,4% en 2022 après 6,1% en 2021. Cette performance résulte de la poursuite de la mise en œuvre des plans de relance des Etats membres ainsi que du retour à la normale de l'activité dans les sous-secteurs du transport, du tourisme et des loisirs, à la faveur de l'atténuation de la crise sanitaire due à la Covid-19. Enfin, le Conseil a émis un avis favorable sur les propositions soumises par la BCEAO en vue du renforcement de l'efficacité du Dispositif de soutien au financement des PME/PMI de l'UEMOA lancé en 2018. A cet égard, les différentes parties prenantes au Dis-

positif ont été encouragées à s'impliquer davantage en vue de sa pleine opérationnalisation.

Au titre de la BOAD et de la Commission de l'UEMOA

Le Conseil a approuvé les perspectives financières actualisées 2022-2026 de la BOAD. Le Conseil des Ministres a examiné et adopté le budget des Organes de l'Union, au titre de l'exercice 2022, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 123,2 milliards FCFA contre des prévisions révisées de 2020 et 2021 respectivement de 141,5 milliards et de 125,6 milliards, soit respectivement des baisses de 18,3 milliards et 2,4 milliards correspondant à des taux relatifs de 12,9 % et 1,9 %. Ce budget intègre les activités de la première année de mise en œuvre du Cadre d'Actions Prioritaires (CAP 2025), feuille de route du nouveau collège des Commissaires, pour la période 2021-2025. Ainsi, le Conseil a adopté le Règlement portant budget des Organes de l'Union, au titre de l'exercice 2022, et les projets de Décisions subséquents. Examinant le rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale de décembre 2021, le Conseil des Ministres se félicite de la reprise économique enregistrée dans tous les Etats membres de l'Union en 2021, après le ralentissement observé en 2020. Toutefois, le Conseil a relevé la recrudescence des tensions inflationnistes observées dans la plupart des Etats membres et les encourage à poursuivre les efforts pour limiter les effets de la hausse des prix des produits alimentaires. Le Conseil note que le déficit budgétaire et le taux d'endettement ont augmenté en liaison avec l'incidence des mesures budgétaires prises pour faire face à la pandémie, à la situation sécuritaire et aux dépenses liées à la relance économique. Le Conseil salue les perspectives à moyen terme de l'Union qui indiquent une consolidation de la situation économique et financière dans tous les Etats membres. Pour assurer la viabilité macroéconomique de l'Union et créer plus d'espace budgétaire en vue

de la mise en œuvre efficace des plans de développement, le Conseil exhorte les Etats membres à poursuivre les efforts d'amélioration des recouvrements des recettes internes et de mobilisation des ressources concessionnelles. Le Conseil invite également les Etats membres à prendre les dispositions en vue d'accélérer la vaccination contre la maladie à Coronavirus. Le Conseil a, en conséquence, adopté la Recommandation relative aux perspectives économiques et financières des Etats membres de l'Union au titre de la période 2022-2026.

Au titre du CREPMF

Selon le communiqué final, le Conseil des Ministres de l'Union a approuvé la modification de l'article 103 du Règlement Général relatif à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle du marché financier régional de l'UMOA. Cette décision permet au Conseil Régional d'engager les réformes nécessaires pour aligner les normes minimales exigées pour l'agrément des personnes exerçant les fonctions réglementées au sein des Structures Centrales et des intermédiaires financiers agréés du marché aux standards internationaux. Prenant en compte le relèvement de la subvention attendue de Financial Sector Deepening Africa pour le financement partiel de la mission d'évaluation des capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles du Conseil Régional, le Conseil des Ministres de l'Union a procédé à l'approbation du Collectif Budgétaire 2021 de l'Organe. Le Conseil a approuvé le Budget 2022 qui prend en compte les orientations stratégiques visant à faire évoluer la supervision et les moyens d'action de l'Organe, accompagner les acteurs, favoriser l'innovation et renforcer la contribution du marché au financement de l'économie et démarrer la transformation de l'Autorité, la moderniser pour la rendre agile et plus efficace. Le Conseil a également approuvé les états financiers annuels de l'Organe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020.



Salon International de l'Artisanat du Mali

Promouvoir le tourisme par les produits artisanaux

Le jeudi 23 décembre 2021, à Bamako, s'est tenue la 3ème édition du Salon International de l'Artisanat du Mali (SIAMA). Occasion pour les artisans de présenter la richesse artisanale du pays, potentielle opportunité de promotion du tourisme.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Disposant d'un secteur artisanal riche d'une variété de produits susceptibles de faciliter la promotion du secteur du tourisme qui, à lui seul, contribue à plus de 10% du Produit Intérieur Brut, le Mali s'évertue à exposer au plus grand public, ses atouts. C'est à ce titre qu'a été organisé, jeudi 23 décembre 2021, le Salon International de l'Artisanat du Mali (SIAMA) dont l'ouverture a été présidée par le Premier Ministre du Mali, Choguel Kokala Maïga. Créer un cadre de promotion des produits artisanaux maliens, stimuler la créativité et l'innovation chez les artisans, favoriser les rencontres et les échanges entre les artisans maliens, identifier et répertorier les meilleurs artisans, promouvoir les jeunes talents, susciter et encourager la consommation locale des produits artisanaux, va-



loriser le savoir-faire local et susciter l'attrait des produits artisanaux pour le tourisme. Ce sont, entre autres, les objectifs de ce Salon. Intervenant à l'occasion, le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme du Mali, Andogoly Guindo, a rappelé la justesse de l'initiative. « Jusqu'à une période récente, ce secteur avait très peu d'espaces d'expression et de promotion du savoir-faire des artisans maliens au niveau national. C'est la raison de

la création du salon », fait-il savoir avant d'ajouter que « La troisième édition du Salon International de l'Artisanat du Mali marquera l'histoire de l'artisanat dans notre pays. L'ensemble des acteurs de l'artisanat vont montrer au monde entier leur savoir-faire et leur génie. Le Mali est ce pays de génie créateur, le génie collectif malien est l'un des plus prolifiques au monde », a-t-il fait savoir. Il n'a pas manqué de préciser que la tenue de cette activité a été démontrée suffisamment en diverses occasions à travers le monde. « Les artisans maliens ont remporté les distinctions les plus honorifiques, les plus prestigieuses à travers le monde », a déclaré Andogoly Guindo. Occupant plus de 40% de la population active, l'artisanat est l'un des secteurs susceptibles de booster l'essor touristique du pays.



Fête de Noël 2021

L'important message du président Talon aux Béninois

Dans un message publié sur sa page Facebook, le président de la République Patrice Talon a souhaité à tous les Béninois, une bonne fête de Noël.



Très bref à travers son message, le Chef de l'Etat s'est adressé aux Béninois. « Joyeux Noël à toutes et à tous », peut-on lire dans le message. A chaque célébration, le président béninois ne manque pas de

souhaiter une bonne fête à tous les Béninois. Il a cette habitude de le faire à travers les canaux digitaux appropriés à savoir instagram, twitter, facebook et autres. Et dans le cadre de la célébration de

la Noël 2021, il a sacrifié à la tradition en attendant le grand bain du mercredi 29 décembre où il est attendu à l'Assemblée nationale pour son discours sur l'Etat de la Nation.

A.E

Infrastructures routières

Les pays africains appelés à investir dans des routes résilientes au climat

L'Autorité nationale des routes de l'Ouganda et l'Association mondiale de la Route ont organisé un webinaire sur le thème "Adaptation au changement climatique et résilience des réseaux routiers (dans les pays à revenu faible et intermédiaire)". Lors des échanges, des experts ont exhorté les pays africains à investir dans des routes résilientes aux impacts du changement climatique.

● Félicienne HOUËSSOU

Les discussions lors de l'événement de trois jours ont porté sur les défis, les opportunités et les innovations pour la construction d'infrastructures afin de résister à l'augmentation des événements météorologiques extrêmes sur le continent. Dr Olufunso Somorin, responsable régional de la Banque africaine de développement pour l'Afrique de l'Est pour le changement climatique et la croissance verte, faisait partie de plusieurs experts représentant le gouvernement, les institutions de financement du développement, le secteur privé et les universités qui ont participé à cette réunion virtuelle qui a permis d'examiner les moyens pour rendre les infrastructures routières africaines plus résilientes aux impacts du changement climatique. Selon lui, l'Afrique est « désavantagée positivement » puisque seulement 17% des infrastructures routières nécessaires sur le continent ont été construites. « Pour les 83 % de routes restantes à construire, il est possible de s'assurer qu'elles résistent à l'impact climatique actuel et projeté », a-t-il déclaré. En effet, l'infrastructure routière actuelle de l'Afrique ne couvre que 17 % des besoins de transport du continent. Cependant, informe Olufunso Somorin, ce faible chiffre a quelques avantages. Il explique que l'écart présente une opportunité pour les pays africains de construire des



routes résilientes au climat alors que les impacts du changement climatique deviennent de plus en plus prononcés. Dans son allocution d'ouverture, Claude Van Rooten, président de l'Association mondiale de la route, a déclaré : « Heureusement, de nombreux pays se reconstruisent mieux après la pandémie de Covid-19, en mettant l'accent sur une croissance inclusive et résiliente. Les routes permettent d'atteindre cet objectif et, par conséquent, elles devraient être construites de manière à la fois résiliente et contribuant à réduire les émissions de carbone grâce à la décongestion des véhicules ». Garantir les mesures d'adaptation et de résilience Les participants ont largement convenu que la construction de routes résilientes nécessitait la participation de différentes parties prenantes, notamment les ministères, les partenaires de développement, la société civile, le secteur privé et les communautés. Dr Mark Rubarenzya, chef de la recherche et du développement à l'Autorité nationale des routes de l'Ouganda,

a affirmé que la résilience doit être prise en compte au stade de la planification. « L'action doit commencer dès la planification pour garantir que les mesures d'adaptation et de résilience sont correctement intégrées dans la conception des routes et budgétisées », a-t-il ajouté. Pour sa part, Vivian Depoues de l'Institute for Climate Economics a indiqué que « les pays et les organisations devraient inclure des surprises telles que des événements météorologiques extrêmes et imprévus, qui pourraient causer d'immenses dommages. Des outils de planification appropriés devraient être développés pour faciliter une telle planification. La Banque africaine de développement est un investisseur clé dans le développement des infrastructures routières à travers le continent dans le cadre de son objectif notamment le pilier « Intégrer l'Afrique ». Au cours des 10 dernières années, la Banque a investi plus de 9 milliards de dollars dans les routes, finançant plus de 16 000 km de routes et facilitant le déplacement de plus de 100 millions de personnes.

Premier League

Manchester City et Arsenal régulent et nous offrent une pluie de buts pour le Boxing Day

On a assisté à une orgie de buts dimanche après-midi sur les pelouses de Premier League à l'occasion du traditionnel Boxing Day de Noël

Des buts de partout, du jeu et du spectacle, la Premier League nous a de nouveau régales à l'occasion du Boxing Day post-réveillon, dimanche. Manchester City et Leicester, son sparring-partner du jour, nous ont notamment offert un récital de football du côté de l'Etihad Stadium, avec une victoire (6-3) des Citizens. Les hommes de Pep Guardiola ont roulé sur les Foxes durant une première période de très haute volée,

inscrivant quatre buts (De Bruyne, Mahrez, Gundogan, Sterling) et produisant un jeu collectif proche de la perfection, avant de plonger totalement et d'encaisser trois pions coup sur coup (Maddison, Lookman et Ihenanacho) au retour des vestiaires. Mais Aymeric Laporte (69e) et Raheem Sterling (87e) ont remis le pied sur l'accélérateur pour tuer la rencontre et offrir à City son quinzième succès en dix-neuf matchs de championnat.

Arsenal a également déroulé en s'imposant 5-0 sur la pelouse de Watford, la lanterne rouge de la Premier League, grâce à un doublé de Bukayo Saka (6e, 67e) et des buts de Tierney (44e), Lacazette (84e) et Smithe-Rowe (91e). A la peine en début de saison – voire depuis des années – les Gunners sont en train de retrouver leur lustre d'antan et pratique un football sexy sous les ordres de l'ancien adjoint de Pep Guardiola, Mikel Arteta.

20 minutes



www.beninmarketplace.bj,
une initiative de la **CCI Bénin** pour la
valorisation des produits Made In Benin

Faites vos
ACHATS

sur

beninmarketplace.bj



et faites-vous **livrer**
rapidement
par la
Poste du Bénin



Beninmarketplace.bj,
les produits Made In Benin de
qualité certifiée sont chez vous !

+229 21 31 20 81



FedaPay

KKiaPay

CMJN

CMJN